

De Marignane à Nice : les chemins du déshonneur de la République.

Lors de deux éditions successives de son émission politique *Dimanche+*, la chaîne *Canal+* a accueilli des invités confrontés à la même période de l'histoire de la guerre d'Algérie.

Le 17 avril, en présence, sur le plateau, de M. Henri Guaino, conseiller spécial du Président de la République, était diffusé un reportage consacré à une cérémonie d'hommage public à l'OAS, organisée par d'anciens extrémistes de la colonisation en Algérie dans l'enceinte d'un cimetière de Marignane (Bouches-du-Rhône). Cette manifestation se déroulait autour d'une stèle élevée là en l'honneur de quatre figures emblématiques de ce mouvement séditieux ayant fait près de trois mille morts en 1961-1962, en Algérie et en France. Parmi ces victimes : des civils, des élus, des militaires, officiers généraux, officiers ou sous-officiers de carrière et appelés du contingent, des magistrats, des membres des forces de l'ordre, des enseignants, des fonctionnaires, des entrepreneurs, des employés, des ouvriers, des syndicalistes.

La présence de ce cénotaphe permet aux ennemis d'hier et d'aujourd'hui de la V^{ème} République, de se livrer à la propagation d'un discours révisionniste, à la façon de cet ancien membre de l'OAS, Jean-Pierre Papadacci, vociférant contre "un chef d'État félon, passible de la haute cour" (!) et contre "la police gaulliste".

On aurait pu escompter de M. Henri Guaino qu'il réproue vigoureusement ces hommages rendus aux criminels multirécidivistes de l'OAS et qu'il rappelle que, parmi leurs victimes innocentes, figuraient, outre des femmes et des enfants, des serviteurs de la République cités à l'ordre de la Nation ou dont l'acte de décès porte la mention "Mort pour la France".

Le 23 avril, les portes d'un square public de Nice ont été ouvertes par le maire, M. Christian Estrosi, à d'anciens factieux pour leur permettre de célébrer haut et fort la gloire des généraux putschistes auxquels ils avaient obéi cinquante ans plus tôt, tournant contre la République les armes qu'ils en avaient reçues.

M. Estrosi était, quant à lui, l'hôte de l'émission du dimanche 24 avril. On pouvait attendre de cet élu qui ne manque jamais une occasion de rappeler sa filiation gaulliste qu'il s'abstienne de favoriser la célébration du putsch d'avril 1961 dans un lieu public. En effet, le représentant de l'État dans le département et lui-même disposaient des moyens tant juridiques que matériels d'empêcher le déroulement d'une telle manifestation, a priori sans précédent dans l'histoire de la V^{ème} République et préalablement qualifiée par le préfet des Alpes-Maritimes d'illicite et justiciable de poursuites pénales.

Dans un tel contexte, il est regrettable que *Canal+* n'ait pas cru devoir accorder la moindre place aux authentiques dénonciateurs de la réhabilitation de l'OAS, sollicités et interviewés des heures durant, de Marseille à Paris, par les journalistes préparant l'émission ?

Les signataires font par ailleurs observer que la Présidence de la République et le ministère de l'intérieur ont omis d'honorer le souvenir de Camille Blanc, lâchement assassiné par l'OAS dans l'exercice de ses fonctions de maire d'Évian, le 31 mars 1961. Qu'en sera-t-il le 31 mai 2011, date du cinquantième anniversaire de la mort de Roger Gavoury, première victime de l'OAS au sein de la fonction publique de l'État à Alger, et dont les tueurs - condamnés à mort et exécutés pour trois d'entre eux - sont érigés en martyrs et héros de l'Algérie française, comme tel est le cas de Roger Degueudre à Nice depuis 1973 ?

Ils rappellent que de tels hommages publiquement rendus à l'OAS ne peuvent que choquer les Algériens et les Français qui en ont été directement ou indirectement les victimes et font obstacle à la réconciliation des peuples de France et d'Algérie ainsi qu'à la mise en œuvre de relations de partenariat apaisées entre les deux pays. À la veille du grand rendez-vous mémoriel de 2012, les signataires appellent les pouvoirs publics et leurs représentants à cesser toute démonstration de bienveillance à l'égard des instigateurs de manifestations de cette nature et à condamner sans ambages toute apologie des actions de l'OAS.

Pour l'ANPNPA
Jacques Pradel
Président

Pour l'ANPROMEVO
Jean-François Gavoury
Président

Pour l'association Marchand-Feraoun
Jean-Philippe Ould Aoudia
Président